



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 10 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 4 février 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme HERMILLY à Mme FLORENTIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. GABARD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

### **10 – FIXATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT M14 - BUDGET ANNEXE CAMPING**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Monsieur le Trésorier Municipal a rappelé à la Collectivité que tous les biens devaient être amortis même les biens de faible valeur.

Or, par délibération en date du 27 septembre 2004, le conseil municipal avait décidé d'amortir dans les conditions suivantes :

- les biens d'une valeur unitaire inférieure à 152,45 € ne sont pas amortis sauf si la valeur cumulée de plusieurs biens identiques était représentative au sens du Plan Comptable Général de 1982 et à son esprit ;
- les biens d'une valeur unitaire compris entre 152,45 € et 762,25 € seront amortis sur une année.

En application des dispositions de l'article L2321-2-27 du Code des collectivités territoriales, la collectivité se doit d'amortir les biens de faible valeur inférieurs à 152,45 €.

Il est proposé au conseil municipal d'abroger la délibération du 27 septembre 2004 et d'amortir les biens selon la durée ci-dessous énoncée, et ce, à compter du 1er janvier 2015 :

CATEGORIE DE BIENS MEUBLES	DUREE
Logiciels	2 ans
Voitures	10 ans
Camions et véhicules industriels	8 ans
Mobiliers	10 ans
Matériels de bureau électrique ou électronique	5 ans
Matériels informatique	2 ans
Matériel classique	6 ans
Coffre fort	20 ans
Installations et appareils de chauffage	10 ans
Appareil de levage - ascenseur	20 ans
Equipement de garage et atelier	10 ans
Equipements de cuisines	10 ans
Equipements sportifs	10 ans

Installations de voirie	10 ans
Plantations	15 ans
Aménagement de terrains	15 ans
Bâtiments légers, abris	10 ans
Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques et téléphoniques	15 ans
Biens d'une valeur unitaire inférieure à 152,45 €	1 an
Frais d'études et frais d'insertion (non suivi de réalisation)	5 ans

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 2 février 2015 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 13/02/15  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20150210-19487-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK